

« *Cambrioler des mythes est inutile, parce qu'un mythe devient sans action lorsqu'il se sépare de ce qui lui a donné naissance.* » (André Malraux)

Il est temps de réveiller la Nation.

Oser la France est un regroupement d'hommes et de femmes, élus, experts ou tout simplement citoyens engagés, qui entend peser dans le débat public, particulièrement au sein de Les Républicains, en tant que mouvement populaire, fidèle à l'esprit de compagnonnage, moderne et patriote. De manière transgressive, ce rassemblement voit la France comme un projet d'avenir et non une nostalgie.

S'inscrivant résolument dans son temps et revendiquant sa filiation gaullienne, Oser la France s'engage :

- pour la réhabilitation du pouvoir politique, seul démocratiquement légitime à représenter les citoyens et à décider au nom de l'intérêt général ;
- pour la dignité de l'Homme et la solidarité nationale ;
- pour l'indivisibilité de la Nation face à tous les communautarismes ;
- pour la souveraineté nationale au travers d'un État fort et moderne ;
- pour une République laïque dans une France fière de son héritage judéo-chrétien, dont les valeurs rayonnent au sein d'une Europe des États-Nations proches de leurs citoyens.

Laboratoire de réflexion et force de mobilisation sur le terrain, Oser la France entend s'inspirer de l'œuvre et de la réflexion d'hommes d'État qui, à l'instar du général de Gaulle, de Jacques Chaban-Delmas ou de Philippe Séguin, ont su moderniser et adapter aux nouveaux défis de leurs temps les principes fondateurs et les outils qui, depuis les Capétiens, ont fait la force de notre Nation française : politique étrangère indépendante, autorité de l'État, efficacité de la fonction publique, indépendance de la justice, colbertisme et conscience sociale.

Nous sommes partisans de l'indépendance nationale

Depuis Jean Bodin et Richelieu, s'est imposé en France le principe de la souveraineté de l'État puis de la Nation, condition de notre liberté politique. La défense du bien commun des Français passe par la sauvegarde des intérêts de puissance de la France : force nucléaire, réseau diplomatique, départements et territoires d'outre-mer, zone économique maritime exclusive, etc.

En privilégiant l'économie sur le politique et le social depuis le traité mal négocié de Maastricht, la construction européenne s'est embourbée dans une impasse. L'Europe des États-Nations que nous défendons n'a d'avenir que dans le respect des intérêts fondamentaux de chacun de ses membres et dans une logique d'indépendance face aux autres grandes puissances.

Nous sommes universalistes et non internationalistes : le monde ne se conçoit pas sans frontières, instruments indispensables à la régulation des flux financiers et migratoires. Il n'y pas d'État sans territoire, pas de démocratie sans peuple, pas de citoyenneté sans Cité. Pas de France, sans les Français.

Nous nous attachons à réfléchir aux enjeux de la souveraineté moderne :

- autonomisation des juges et de la technocratie à l'ombre de l'affaiblissement de la loi, qui empêche la démocratie nationale de fonctionner correctement ;
- souveraineté numérique face aux GAFAM ;
- autosuffisance alimentaire et rôle de l'agriculture ;
- politique industrielle dans un monde de géants nationaux ;
- rôle restauré de la Francophonie et importance de l'Afrique comme partenaire de notre rayonnement international.

Nous sommes attachés à la Cinquième République et à la démocratie

Le régime légué par le général de Gaulle a été progressivement déstabilisé par des innovations institutionnelles qui ont affaibli son efficacité. Un super-Président devenu Premier ministre, un Parlement transformé en chambre d'enregistrement, déconnecté du terrain, des juges transformés en contre-pouvoir ; une décentralisation anarchique ; un État démembré au fil du temps : près de soixante ans après sa création, la République est au bord de l'asphyxie.

Nous nous donnons pour objectif de restaurer et moderniser les institutions, et de faire reculer l'abstention et le vote protestataire.

Nous défendons la justice sociale

Le marché n'est pas une fin en soi. L'économie doit être au service de l'homme et la famille demeure la cellule de base de notre société. Nous défendons une économie sociale de marché qui implique le primat de la production sur la finance, l'existence de corps intermédiaires vraiment représentatifs et la participation des salariés à la gouvernance des entreprises et à leurs résultats. Nous devons retrouver le chemin du plein emploi en restaurant un tissu économique digne de ce nom sur l'ensemble du territoire, y compris dans ses zones les plus périphériques. Le débat économique ne doit pas se limiter à la fausse opposition entre collectivisme étatiste et libéralisme échevelé mais réhabiliter les structures privées à but non lucratif. Un État ne doit pas se nourrir exclusivement de la pression fiscale mais faciliter le développement économique de ses territoires.

Nous ambitionnons :

- de comprendre les limites d'une approche libérale-budgétaire qui rabote plutôt qu'elle ne construit, en oubliant au passage la classe moyenne, pilier de la démocratie ;

- de réinventer la question sociale, la participation et l'intéressement ;
- de réfléchir à la place du salarié dans l'entreprise ;
- de conceptualiser l'avenir des métiers indépendants ;
- de rééquilibrer les chaînes de valeur sur fond d' « uberisation » et d'explosion de la grande distribution ;
- de réfléchir à une nouvelle politique d'aménagement du territoire et à une décentralisation respectueuse des identités locales et des territoires ruraux ;
- de tendre la main aux « républicains de l'autre rive » pour ne pas s'enfermer dans des schémas de pensée dépassés.

Nous sommes attachés à l'exigence de l'instruction et à la liberté de l'enseignement, ainsi qu'à l'héritage des Lumières face aux nouveaux obscurantistes

La démocratie moderne nécessite une formation générale minimale permettant de faire advenir des citoyens éclairés, libres d'exercer leur discernement. Pour cela, il faut en revenir aux fondamentaux de l'Instruction publique, dont les disciplines ont également des vertus éducatives. L'enseignement n'est pas le monopole de l'État et la liberté des établissements d'enseignement privés doit être respectée, à condition qu'ils respectent les principes fondamentaux de notre République.

Nous nous donnons comme objectifs :

- de faire reculer les mouvements minoritaires qui exigent d'adapter l'enseignement à leurs valeurs, parfois très éloignées de l'intérêt général ;
- de réfléchir à la question de la transmission d'une culture française dans un monde ouvert ;
- de repenser le sujet de l'Islam de France.

Nous voulons faire de la France un pays d'innovation technologique

Pays de savants, d'inventeurs et d'innovateurs, la France doit relever le défi de l'âpreté de la compétition mondiale. L'énergie, les transports, les nouvelles technologies, la médecine et l'agronomie doivent être des priorités nationales, tant en matière d'enseignement que de recherche et de développement. Les pièges sont nombreux : privatisation du savoir, impasses entretenues par les fonds publics, recherches contraires à la décence commune etc.

Notre avenir technologique doit être ambitieux mais raisonné, écologique mais au service de l'humain, collaboratif mais soucieux de notre indépendance nationale. Nous souhaitons :

- offrir une alternative aux marchands de peur, en faisant nôtre une ambition de réindustrialisation et de foi dans le progrès technique, tout en questionnant sa conscience sociale et ses

répercussions sur l'Homme ;

– ouvrir les questions de demain, qu'il s'agisse de la place des robots, du transhumanisme ou d'une nouvelle écologie respectueuse des gardiens de la biodiversité (chasseurs, agriculteurs).

L'enjeu de ce siècle est de retisser les fils du destin pour que notre Nation ait encore un avenir. Tâche ardue mais ô combien exaltante, elle ne pourra s'accomplir sans vision pour la France.

Cette vision pour la France s'appuie sur sa liberté. Comme l'écrivait Jules Michelet, « la France a fait la France, elle est fille de sa liberté ». Pour cela, il faut renouer avec nos attaches civilisationnelles et culturelles, car aucune Nation ne peut aller librement de l'avant sans savoir d'où elle vient. Sans connaître, assumer et revendiquer son passé.

Nous devons permettre à nos enfants d'avoir un avenir en tant que Français, c'est-à-dire des citoyens libres, qui croient en l'effort et en la volonté et refusent la fatalité et l'esprit d'abandon. Plus que jamais, il est temps d'Oser la France !